

3. Agence de publicité Inter-Canada Ltée, 1350 ouest, rue Sherbrooke, Montréal (Québec) H3H 1E4

En ce qui concerne le Ministère du Revenu national, Impôt:

1 et 2. a) Nom et adresse	Montant \$	Date
Agences de publicité Inter-Canada (Québec) 1350 ouest, rue Sherbrooke Montréal (Québec) H3H 1E4	1,200,000	29 juin 1972 (Conseil du Trésor n° 712598)
Vickers & Benson Limitée 2055, rue Peel Montréal (Québec) H3A 1V4	1,060,629	13 juillet 1973 (Conseil du Trésor n° 719880)

Le ministère n'a pas procédé par soumission. La dépense des deniers publics a été autorisée par le Conseil du Trésor.

- b) Dans chaque cas, l'objet général du contrat était de fournir de l'information et d'aviser les contribuables de l'aide fournie par le ministère durant la période de production des déclarations d'impôt sur le revenu.

3. Agence de publicité Inter-Canada (Québec), 1350 ouest, rue Sherbrooke, Montréal (Québec), H3H 1E4; Ronalds-Reynolds et Compagnie Limitée, 154, avenue University, Toronto (Ontario), M5H 3B1. C'est le ministère qui, compte tenu de conditions et d'exigences nouvelles, recommande de temps à autre de changer d'agence de publicité. Le Conseil du Trésor approuve chaque année les recommandations.

#### CREDITORS OF DIVERSIFIED CROPS LIMITED, RYCROFT (ALB.)

##### Question n° 445—M. Gleave:

1. Le ministre de l'Agriculture a-t-il reçu des instances de la part du Comité des créanciers de la Creditors of Diversified Crops Limited de Rycroft, en Alberta?

2. Le gouvernement a-t-il garanti à ces cultivateurs qu'ils seront intégralement payés pour les céréales livrées à la Diversified Crops Limited?

3. Quelles sont les responsabilités qu'assument a) la Commission canadienne du blé, b) la Bonding Company?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): 1. Oui.

2. Non.

3. a) Aucun. b) Conformément aux termes des liens, c'est-à-dire, au cas où la société ne remplirait pas les conditions spécifiques de son permis aux termes de la loi sur les grains du Canada, la garantie porte une responsabilité n'excédant pas la valeur nominale du cautionnement.

#### LES SUBVENTIONS À LA FALCONBRIDGE MINES LTD. POUR LE RECYCLAGE

##### Question n° 465—M. Rodriguez:

1. A combien s'élevaient les subventions à la Société Falconbridge Mines Ltd. accordées par le gouvernement dans le cadre du Programme de recyclage de la main-d'œuvre en 1972 et 1973?

2. Au cours de ces deux années, combien d'employés de cette société ont a) commencé, b) terminé les cours de recyclage?

3. Parmi les employés qui ont commencé à suivre les cours de recyclage à Falconbridge Mines Ltd. en 1972 et 1973, combien travaillent encore a) pour la société, b) au sein de l'industrie minière?

4. En 1972 et 1973, à combien s'élevaient les subventions accordées par le gouvernement à l'International Nickel Company Ltd. dans le cadre du Programme de recyclage de la main-d'œuvre?

#### Questions au Feuilleton

5. Au cours de chacune de ces deux années, combien d'employés d'INCO ont a) commencé, b) terminé les cours de recyclage?

6. Parmi les employés qui ont suivi les cours de recyclage à INCO en 1972 et 1973, combien travaillent encore a) pour la société, b) au sein de l'industrie minière?

M. Mark MacGuigan (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): 1. La Société Falconbridge Mines Ltd. a reçu les sommes suivantes dans le cadre des éléments Formation dans l'industrie et Formation en cours d'emploi du Programme de formation industrielle de Main-d'œuvre Canada: (i) le Ministère a versé \$1,429,86, dans le cadre de l'élément Formation dans l'industrie en vertu de contrats signés au cours de l'année financière 1972-1973. (ii) cette société a reçu \$49,165.16, dans le cadre de l'élément Formation en cours d'emploi, en vertu de contrats de formation approuvés au cours de l'année financière 1972-1973 et \$27,964.69 en vertu de ceux qui ont été approuvés entre le 1<sup>er</sup> avril 1973 et le 28 février 1974.

2. Nombre des personnes qui ont commencé et terminé les cours de formation: (i) Dans le cadre de l'élément Formation dans l'industrie: a) 10 personnes les ont commencés, b) 10 personnes les ont terminés; (ii) dans le cadre de l'élément Formation en cours d'emploi, a) 39 personnes ont commencé les cours de formation offerts en vertu des contrats de 1972-1973 et 30 personnes en vertu de ceux de 1973-1974, b) 27 personnes ont terminé les cours de formation offerts en vertu des contrats de 1972-1973 et 10 personnes en vertu de ceux de 1973-1974 (les autres suivent encore des cours de formation).

3. Nombre de personnes qui travaillent encore: (i) dans le cadre de l'élément Formation dans l'industrie; a) deux personnes travaillent encore pour la société; b) trois personnes travaillent au sein de l'industrie minière, deux stagiaires poursuivent leurs études et la situation des trois autres est inconnue. (ii) dans le cadre de l'élément Formation en cours d'emploi: a) 16 personnes engagées en vertu des contrats de 1972-1973 et 10 autres engagées en vertu des contrats de 1973-1974 travaillent encore pour la société Falconbridge. b) au sein de l'industrie minière, le nombre et la situation des autres stagiaires sont inconnus.

4. L'International Nickel Company Ltd. n'a reçu des subventions que dans le cadre de l'élément Formation dans l'industrie du Programme de formation industrielle de Main-d'œuvre Canada. Dans le cadre de cet élément, le Ministère a remboursé \$68,920.28 à l'employeur en vertu de contrats signés au cours de l'année financière 1972-1973.

5. Les personnes qui ont commencé et terminé les cours de formation se répartissent comme suit: a) 155 personnes ont commencé les cours de formation offerts en vertu des contrats susmentionnés; b) 138 personnes ont terminé jusqu'ici les cours de formation offerts en vertu de ces contrats.

6. Les personnes qui travaillent encore se répartissent comme suit: a) 131 personnes travaillent encore pour la société; b) 6 personnes travaillent pour d'autres employeurs, au sein de l'industrie minière.

#### L'INSPECTION DES BALANCES ET BASCULES

##### Question n° 477—M. Dick:

1. Au cours de chacune des trois dernières années, combien de balances les inspecteurs du gouvernement ont-ils vérifiées?